## AGROALIMENTAIRE BENAMOR, AU *SOIR D'ALGÉRIE* :

# n'aura pas lieu

La production de 2011-2012 fournira des indices supplémentaires au sujet de l'orientation à la hausse ou à la baisse des cours du blé. Selon les premiers indices, le blé restera relativement abondant. La production est estimée à près de 660 millions de tonnes et, à moins d'une baisse supplémentaire des perspectives de production au Canada ou aux États-Unis, ce nombre pourrait augmenter à 670 millions de tonnes. Au-delà de 665 millions de tonnes, la production de blé surpassera presque assurément la consommation mondiale, ce qui se répercutera négativement sur les prix du blé.

Photo : DR

**Produit stratégique s'il en est, le blé connaît, depuis ces dernières années, de fortes tensions sur le marché international. Quelles sont, selon vous, les conditions d'un approvisionnement régulier du marché pour parer aux risques d'une pénurie ?**

Dans la gamme des produits céréaliers, le blé dur en particulier subit effectivement des tensions régulières sur le marché international. Cela est d'autant plus remarquable que les besoins de consommation de notre pays sont évolutifs face à un marché mondial traditionnellement restreint. Les perspectives de prix du blé dur ont subi les mêmes effets d'incertitude dus à la situation macro-économique et géopolitique que ceux qui agissaient sur le blé. La baisse des cours à terme du blé depuis ces dernières semaines de 2011-2012 a nui aux prix du blé dur. Les prix ont baissé à la fois dans le monde et sur les marchés nord-américains. Les échanges de blé dur ont ralenti, ce qui a contribué à ménager les stocks de clôture 2010-2011. Les perspectives de production de blé dur pour la campagne 2011-2012 se sont améliorées depuis le mois dernier, du fait que les conditions météorologiques observées dans les bassins de culture du blé dur de notre région et de l'Union européenne continuent de laisser entrevoir une récolte abondante. Toutefois, le grain n'est pas encore engrangé, et ces régions auront besoin de conditions aussi propices que celles observées actuellement au moment de la moisson pour que ce potentiel favorable se concrétise.

Contrairement au mois dernier, globalement, on ne prévoit plus de forte diminution des stocks de clôture chez les trois grands exportateurs de blé dur, soit le Canada, les États-Unis et l'Union européenne, par rapport aux niveaux de l'an dernier. Au Canada et en Europe, les stocks devraient rester pratiquement inchangés de 2010-2011 à 2011-2012. Même si les stocks de clôture américains sont appelés à diminuer en 2011-2012, ils seront encore relativement abondants. En fait, on prévoit que les stocks de report américains de blé dur seront à leur plus haut niveau depuis 1999-2000. En 2011-2012, on prévoit que les stocks de clôture des États-Unis seront encore cinq fois plus élevés qu'en 2007-2008, et ce, malgré une baisse de 20%.

Les données de production auront une grande influence sur l'orientation des prix du blé dur à la hausse ou à la baisse. Au Canada, on prévoit que les emblavures augmenteront de 23% et que la production augmentera de plus d'un million de tonnes. L'ensemble de ces perspectives nous permettent d'entrevoir que les conditions d'approvisionnement à venir ne connaîtront pas de perturbations et qu'il n y aura donc objectivement pas d'inquiétudes à nourrir au sujet d'une éventuelle pénurie. Ceci sans compter l'apport réel et légitime des ressources attendues de la production locale.

> ***« La sécurité alimentaire et la réduction de la dépendance à moyen terme est une préoccupation immédiate et permanente de tous les intervenants de la filière ».***

**Votre challenge réussi dans le domaine de la tomate industrielle vous incite à vous impliquer dans celui, autrement plus complexe, des céréales où les enjeux sont sans doute bien plus importants. De quels arguments disposez-vous pour relever un tel défi ?**

Vous parlez du programme d'amélioration de la qualité des blés durs, qui est actuellement dans sa phase expérimentale. Ce projet a été lancé à notre initiative à l'échelle de la région Est et a recueilli les encouragements du ministère de l'Agriculture et de Développement rural. Au cours des journées d'étude organisées à cet effet, les producteurs céréaliers potentiels ont participé intensément aux débats touchant à toutes les questions d'ordre organisationnel, technique et économique qui caractérisent le réseau d'adhésion mis en place dès cette campagne 2010/2011. Sur le plan technique, les producteurs ont été particulièrement édifiés sur les incidences commerciales des blés locaux telles que constatées au niveau de la transformation en produits dérivés (semoules, pâtes, couscous…).

En tant que professionnels, ils ont aisément adopté la nécessité de mieux maîtriser les itinéraires techniques de production, pour optimiser les rendements et mieux valoriser les potentialités des variétés locales.

Au plan de l'organisation, les règles de l'interprofession qui régissent les relations entre les intervenants de la filière permettent davantage de concertation, de sensibilisation et aussi d'engagement en vue d'élaborer des programmes visant l'amélioration de la qualité et des rendements des céréales de la production locale. L'effort participatif de tous les acteurs est bien entendu soutenu grâce à des formes diverses d'accompagnement et d'appui. Le soutien de l'Etat est conforté et intensifié à travers la politique de renouveau agricole, telle que la garantie des revenus des agriculteurs. L'argument économique se décline aussi par le biais de primes d'encouragement et d'émulation que nous mettons en place dans le cas spécifique du programme de stimulation de la qualité.

**Développer les rendements à l'hectare, gagner de nouveaux espaces cultivables. Quels sont, selon vous, les priorités sachant la configuration climatique et la géographie des sols en Algérie ?**

Il est utile de mentionner que la culture des céréales en Algérie correspond globalement à une répartition géo-climatique, d'où le zonage par espèce de céréale qui prévaut en général.

Dans ce cas, l'option intensification par le biais de programmes de modernisation des cultures céréalières constitue une option difficilement contournable.

La priorité ne se pose donc pas en termes d'espaces cultivables, mais essentiellement en orientant les actions et les moyens de développement à intensifier vers des espèces comme le blé dur dont les besoins sont à la fois importants et spécifiques face à une production locale insuffisante et des disponibilités mondiales à tendance baissière.

Par ailleurs, l'extension des superficies implique l'utilisation des terres morcelées dont la mise en valeur nécessiterait de lourds investissements pour une production aléatoire. Il serait plus adéquat de préconiser l'option de l'irrigation d'appoint pour élever les rendements.

**L'agroalimentaire, en dépit de ses capacités à prendre son envol, reste un segment fragile dans la chaîne de production alimentaire sachant sa dépendance de l'offre locale de blé — faibles rendements, production insuffisante et faible qualité meunière — d'où le recours aux importations et donc son aggravation...**

Dans le secteur céréalier, nous constatons en effet que les unités de transformation des blés, qui se sont développées à partir des années 1990, occupent à présent une place importante dans l'industrie agroalimentaire, en raison des capacités de trituration dont elles disposent. Nous précisons toutefois que ces industries, qu'elles soient de nature privée ou publique, agissent au sein d'un marché spécifique d'approvisionnement des populations et pas simplement de libre commercialisation. D'où la prépondérance des impératifs de régulation qui s'opère par le biais de l'adéquation des ressources aux besoins en mettant en œuvre les mécanismes d'évaluation des ressources nationales et du recours à l'importation. Nous avons indiqué précédemment que la stratégie à suivre pour sortir de cette situation, et réduire notre vulnérabilité et notre dépendance des aléas extérieurs, consiste à favoriser fortement l'intensification de la culture des espèces dominantes, tout en mettant en place des programmes soutenus et durables de développement de la qualité de nos productions.

**A la lumière de votre expérience —vos relations avec le monde des céréaliculteurs —, quelle serait la «feuille de route», à court terme, du Conseil que vous présidez maintenant ?**

Les délibérations du comité doivent porter sur l'ensemble des sujets que lui confèrent ses attributions organiques. Les missions à établir comme plan de charge à court terme sont néanmoins dictées par les priorités inscrites dans la politique nationale céréalière qui visent en particulier la stabilisation du marché en termes de disponibilités et sur le plan économique. Quant à l'objectif central qui est la sécurité alimentaire et la réduction de la dépendance à moyen terme, il doit constituer une préoccupation immédiate et permanente de tous les intervenants de la filière, par le biais d'actions concrètement définies, intégrées et encouragées.

Pour cela, nous allons préconiser et favoriser en premier lieu toute forme de partenariat et/ou de conventions entre opérateurs qui tendraient non seulement à réaliser une meilleure productivité d'une part, et à améliorer les performances en termes de production, de régulation et de fluidité de la commercialisation ainsi que de la qualité des produits offerts, d'autre part. Cette démarche permettra de décloisonner les relations d'activités entre les différents intervenants et d'asseoir une vision commune et un fonctionnement durable.

**B. T.**